

La loi séparatisme rattrapée par la question du voile

— LREM se divise sur le cas d'une candidate voilée aux départementales, au moment où, dans le cadre de l'examen du projet de loi sur le séparatisme, députés et sénateurs ont acté leurs désaccords sur la question du voile.

Depuis sa genèse, le président et le gouvernement ont tout fait pour que le projet de loi sur le séparatisme n'aborde pas la question du voile. On comprend pourquoi, au vu des turbulences qui secouent la majorité ces derniers jours. Le cas d'une candidate aux départementales dans un canton de Montpellier, qui apparaît voilée sur une affiche de campagne, a enflammé la macronie. Sur Twitter, lundi 10 mai, le délégué général de La République en marche, Stanislas Guérini, a en effet estimé que « les valeurs portées par LREM ne sont pas compatibles avec le port ostentatoire de signes religieux sur un document de campagne électorale », avant de retirer son investiture à la candidate.

Renforcés dans leurs convictions par la polémique de ces derniers jours, les députés les plus laïques de la majorité entendent bien revenir à la charge.

Mais plusieurs députés LREM ont exprimé publiquement leur désaccord. Pour ajouter à leur colère, Stanislas Guérini s'était exprimé en répondant directement à une interpellation du vice-président du Rassemblement national Jordan Bardella, donnant l'impression de se justifier auprès de l'extrême droite. Il s'en est d'ailleurs excusé mardi 11 mai, lors d'une réunion de groupe houleuse. « Guérini est tombé dans un piège du RN. Il a compris qu'il avait fait une grosse bêtise, mais il aurait fallu y réfléchir avant », grince un député LREM.

Sur le fond, le parti maintient sa position. La députée des Yvelines Aurélie Bergé a même assuré sur LCP que cette doctrine avait été fixée en interne en amont des municipales. L'affaire de la candidate



Au sujet du port du voile, la majorité LREM ne s'accorde pas sur une ligne claire. pixarno/stock.adobe.com

repères

Les mesures voulues par la droite

La commission mixte paritaire (CMP) a échoué, la droite sénatoriale refusant de renoncer à certains amendements. En première lecture, avaient été adoptés :

- l'interdiction du voile pour les accompagnatrices de sorties scolaires ;
- l'interdiction du port du voile pour les mineures ;
- l'interdiction du burkini dans les piscines ;
- l'interdiction des listes communautaires aux élections ;
- la possibilité de dissoudre une association organisant des réunions non mixtes ;

– l'assouplissement des restrictions votées par l'Assemblée sur l'instruction en famille.

À l'issue de la CMP, les deux parties se sont rejeté la faute, la majorité déplorant l'« entêtement sénatorial », tandis que le groupe LR au Sénat critiquait un texte qui « ne changera en rien la lutte contre le radicalisme islamiste ».

montpelliéraine prouve cependant que la ligne n'est pas claire pour tous. Y compris au sein du gouvernement : alors que le porte-parole Gabriel Attal avait défendu le « choix politique » de Stanislas Guérini, la ministre du travail Élisabeth Borne a déclaré, mercredi 12 mai sur France Info : « Ma position personnelle, ce n'est pas celle qui a été retenue par le bureau exécutif d'En marche !, dont acte. » Une discordance qui a suscité un recadrage d'Emmanuel Macron en Conseil des ministres, selon *Le Parisien*. « Il paraît que le président s'agace

que ces sujets reviennent. Mais tant qu'on continuera à mettre la poussière sous le tapis, ils n'ont pas fini de revenir », avertit Francis Chouat, député de l'Essonne. L'élue, apparentée LREM, compte parmi les partisans d'une laïcité ferme, qui ont tenté de faire passer des amendements sur le voile lors de l'examen du projet de loi séparatisme. C'est précisément sur cette question du voile que la commission mixte paritaire entre députés et sénateurs sur ce texte a échoué, mercredi 12 (lire ci-dessous). Une deuxième lecture s'annonce donc à l'Assemblée natio-

nale, prévue en commission le 7 juin et en séance le 28 juin.

Renforcés dans leurs convictions par la polémique de ces derniers jours, les députés les plus laïques de la majorité entendent bien revenir à la charge. Francis Chouat annonce ainsi à *La Croix* son intention de déposer de nouveaux amendements, dont un imposant la neutralité aux élus et aux candidats aux élections. « En matière de laïcité, le "en même temps" est un non-choix, assène l'élue de l'Essonne. Cette affaire est un révélateur du fait que cette majorité est dans l'incapacité, si les choses ne sont

pas tranchées, d'affronter les sujets régaliens qui seront au cœur de la campagne présidentielle. »

Cette position semble irréconciliable avec celle d'autres députés macronistes, partisans d'une laïcité plus ouverte. L'élue de la Vienne Sacha Houlié, notamment, estime que légiférer sur le voile est « contradictoire avec la liberté de conscience défendue ». Pour lui, « cette chasse aux différences n'est pas bonne, elle montre qu'on est incapables de vivre ensemble ». Néanmoins, il estime qu'« un parti peut très bien composer avec ces débats ». Ainsi, il n'est pas question d'une explosion du camp présidentiel sur la question du voile, quand bien même LREM se serait bien passé de cette polémique. Lors de l'examen de la loi séparatisme à l'Assemblée, son aile la plus laïque avait tenté d'imposer ses vues, mais était restée marginale. Cette fois-ci, c'est l'aile la plus libérale qui rue dans les brancards. Pendant ce temps, la majorité des députés LREM n'ont pris aucune part à ce débat.

Gauthier Vaillant avec Bernard Gorce